



Déclaration de la FSU Meuse pour le CDEN Meuse du 4 septembre 2024

M. le Préfet,
M. le Président du Conseil Départemental,
M. l'Inspecteur d'Académie,
Mme la 1ère Vice-présidente du Conseil Départemental en charge de l'Éducation, de la Culture et de la Jeunesse,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

La rentrée 2024 se fait dans le contexte d'une démocratie vacillante. Le Président de la République a voulu en « urgence » des élections législatives qui se sont avérées un nouveau désaveu de la politique menée par ses gouvernements après celui des élections européennes. 59 jours après la démission de son gouvernement, le Président refuse toujours de tirer les conséquences des résultats des élections en tergiversant sur le nom du ou de la Première ministre à nommer avec l'espoir de poursuivre sa politique anti-sociale et néolibérale.

Ainsi la Ministre de l'Éducation Nationale démissionnaire a fait une conférence de presse « lunaire ». Elle semble ne plus défendre certaines mesures, comme l'obtention obligatoire du DNB pour accéder au lycée, qu'il soit général, technologique ou professionnel. Pour information, le taux de réussite au brevet en 2024 est de 83,7 % dans la Meuse pour 85,6 % dans l'académie de Nancy-Metz. **La FSU combat cette mesure qui, in fine, aboutira à exclusion des élèves du service public d'éducation.**

Nous pourrions aussi évoquer d'autres dossiers : la généralisation des évaluations nationales inutiles et chronophages à tous les niveaux, la prépa seconde, le port de l'uniforme, la réforme de la formation des enseignants ou encore les cours d'empathie. **La ministre en est réduite à recycler d'anciennes annonces telle l'interdiction du téléphone portable au collège.** Elle critique un « *budget, qui à cet instant ne répond pas, de mon point de vue, à l'ensemble de nos besoins, n'est pas encore abouti* ». Pour elle, « *les plafonds qui ont été adressés à notre ministère nous contraindraient à une particulière rigueur budgétaire, notamment quand on connaît l'incidence d'un certain nombre de mesures* ». Elle dit considérer « *que la cohérence voudrait que le budget de l'Éducation nationale soit a minima sanctuarisé. Le prochain gouvernement devra y être très attentif s'il souhaite maintenir une réelle ambition pour cette priorité nationale* ». Faut-il se réjouir de telles déclarations ou déplorer qu'elles ne viennent que trop tardivement ?

Quoi qu'il en soit, la FSU veut un changement de politique et l'abandon du choc des savoirs, qui conduit à des organisations parfois ubuesques dans certains établissements, met à mal les conditions de travail des personnels et dégrade la prise en charge pédagogique des élèves. Reconstruire l'école est un enjeu démocratique. Nous avons besoin d'un service public d'éducation fort.

S'agissant de la rentrée, c'est la continuité qui prime par rapport aux années précédentes. **La Meuse manque toujours de personnels**, des enseignants bien sûr, mais aussi des AESH, des psychologues de l'Éducation Nationale, des personnels administratifs et techniques ou encore infirmiers ...

Face à la hausse continue du coût de la vie, le salaire promis aux étudiant·e·s ne parvient plus à les convaincre d'embrasser le métier d'enseignant·e. Dans le second degré 14% de postes mis aux concours sont perdus. Quant au fameux « Pacte », il n'a absolument pas réglé la problématique des remplacements : il est rejeté par les personnels qui ne sont, dans le public, que 23 % à y avoir adhéré tandis que seules 17 % des missions contractées relèvent du remplacement de courte durée. La FSU demande l'abandon de ce dispositif. **Ce qu'attendent les personnels est une vraie revalorisation, pour toutes et tous, sans contrepartie.**

L'action syndicale a permis de limiter l'impact négatif du « choc des savoirs », notamment sur les groupes de niveau. Mais nous revendiquons toujours son abrogation et une politique éducative qui lutte contre le tri social et qui offre à tous les élèves les mêmes chances de réussir.

Quelques mots maintenant sur la politique éducative du département. Un nouveau mode de subvention des voyages se met en place, avec le financement, par le conseil départemental d'une enveloppe globale pour chaque collège. **Les personnels aimeraient être rassurés sur ce nouveau fonctionnement. S'agit-il d'une volonté de rationalisation des dépenses ? D'une augmentation de l'offre ? De la recherche de plus d'équité ? Qu'en sera-t-il du financement des lignes d'eau et des bus conduisant les élèves à la piscine dans le cadre du « Savoir nager » ? Y aura-t-il concurrence entre des sorties obligatoires et prioritaires d'une part et d'autres relevant d'une offre culturelle et éducative facultative primordiale dans un département où les élèves sont parfois éloignés des centres culturels ?**

Enfin il semble que pour diverses raisons, notamment financières, certains travaux prévus dans des collèges soient reportés. Qu'en est-il réellement ?

Quoi qu'il en soit, tout cela conforte la FSU dans l'idée qu'un changement radical des politiques publiques est nécessaire. **La priorité donnée à l'éducation doit être plus que des mots creux dans un discours électoral. C'est à ce prix qu'aucun élève ne sera laissé sur le côté.**

Merci pour votre attention.